



l'arrondissement qui s'engage pour la *sécurité*

ÉDITORIAL La « vraie-fausse » police de Mme Hidalgo



CLAUDE GOASGUEN
ANCIEN MINISTRE
DÉPUTÉ-MAIRE DU 16^e
ARRONDISSEMENT

Un instant, on a pu croire qu'un éclair de bon sens avait frappé la maire de Paris. Fin septembre, la voilà qui se déclare favorable à une « *police du quotidien* », constituée notamment des ASP, les agents de surveillance de Paris, payés par la Ville mais utilisés sous les ordres du Préfet de Police à dresser des PV. Soit, apparemment, la proposition de création d'une police municipale que j'ai souvent défendue, reprise par la droite aux élections municipales et toujours rejetée par Mme Hidalgo.

Mais il suffit d'examiner son projet pour voir que sa « *police du quotidien* » n'a de police que le nom. Elle ne pourrait en effet intervenir que sur « *les incivilités et les problèmes liés au bruit, aux nuisances et à la propreté de nos rues* ». Problèmes certes importants, mais qu'en est-il de la lutte contre l'insécurité et la délinquance ? « *Le maintien de l'ordre, esquivé par la maire de Paris, doit continuer à être assuré par l'Etat* ». A l'heure où la plupart des villes se sont dotées de polices municipales qui

assurent des missions de proximité en complément de la police nationale, une telle obstination confine à l'aveuglement et à l'irresponsabilité.

Focus sur...

Deux nouvelles positives

Le 24 septembre, à l'école élémentaire du boulevard Murat, réunion du Conseil de quartier Auteuil-Sud, organisée sur le thème de la sécurité par Laurence Thouin : après les événements survenus ces derniers mois dans le secteur de la porte de Saint-Cloud et du boulevard Murat, plus de 100 personnes étaient présentes pour entendre notamment Claude Goasguen, député-maire du 16^e arrondissement, et Marie-Laure Arnaud-Guidoux, commissaire central.

Face à un public inquiet de la montée de la délinquance dans ce quartier, Claude Goasguen, après avoir rappelé que les élus parisiens n'ont aucun pouvoir de police, a indiqué avoir, le matin même, rencontré le nouveau préfet de police, Michel Cadot, pour l'alerter sur cette dégradation et réclamer des renforts. Le député-maire a également insisté sur sa volonté de faire expulser des immeubles sociaux en cause les quelques familles multi-délinquantes qui y empoisonnent l'existence de la grande majorité des locataires.

Deux nouvelles positives ont toutefois été annoncées. D'abord, depuis cet été, le GPIS (la « police des HLM ») patrouille toutes les nuits au 183 boulevard Murat, et peut être appelé directement par les locataires. Cela faisait deux ans que Claude Goasguen et Gérard Gachet, adjoint en charge de la sécurité, réclamaient la venue dans le 16^e du GPIS : ils ont obtenu gain de cause. Enfin, de nouvelles caméras de surveillance seront installées boulevard Murat, les emplacements prévus ayant été revus et modifiés à la demande des élus de l'arrondissement.



Les élus du 16^e et les commissaires centraux de l'arrondissement. (DR)

Première rencontre avec le nouveau Préfet de Police



GÉRARD GACHET
ADJOINT AU MAIRE
CHARGÉ DE LA SÉCURITÉ

Le jeudi 24 septembre, Claude Goasguen, accompagné de son directeur de cabinet Fabien Sanquer et de son adjoint à la sécurité Gérard Gachet, était reçu par le Préfet de Police, Michel Cadot. Même si ce dernier n'a pris ses fonctions que fin juillet, il a manifestement vite acquis une bonne maîtrise des dossiers liés à l'insécurité dans la capitale, ce qui change quelque peu de son prédécesseur...

Sans prendre d'engagement chiffré, Michel Cadot a reconnu que les effectifs policiers avaient particulièrement baissé ces dernières années dans le 16^e, et annoncé qu'il serait attentif à l'affectation dans l'arrondissement de jeunes policiers sortant des écoles de police cet automne. Il s'est montré ouvert à l'idée, exposée par Claude Goasguen, d'affecter certains ASP à des tâches de police de proximité, et très soucieux de la montée de la délinquance dans le 16^e sud. En résumé, une première rencontre positive, mais qui devra être confirmée par des faits et des décisions.

En bref... En bref... En bref...

Vidéo-protection. Comme nous le souhaitions (cf. la lettre Sécurité n°53), l'implantation des nouvelles caméras attribuées au 16^e, dans le cadre de l'extension du plan parisien de vidéo-protection, a été modifiée : pour tenir compte des demandes formulées par les élus de l'arrondissement dans plusieurs réunions de travail avec la Préfecture de Police et la Ville de Paris, les secteurs du boulevard Murat et de l'îlot Gros-Boulaivilliers seront « couverts ».

Contrat local. Pour dresser le bilan du contrat 2009-2015 de sécurité et de prévention de la délinquance du 16^e (CSPDA), et pour préparer la signature du nouveau contrat, déclinaison dans l'arrondissement du Contrat parisien de sécurité, une séance plénière du CSPDA aura lieu prochainement en mairie.

Incendiaire arrêté. Dans la nuit du 7 au 8 septembre, plusieurs voitures avaient été détruites ou endommagées dans le parking situé en sous-sol du 7, rue du docteur Germain Sée, pour un dommage total évalué à 400 000 euros. La nature volontaire de l'incendie était avérée, le feu ayant pris dans 3 véhicules distants les uns des autres. Les images de la vidéo-protection de l'immeuble ont permis d'identifier l'auteur, déjà connu pour des faits similaires commis l'an dernier à Neuilly.

Police judiciaire. Le SAIP (Service de l'accueil et de l'investigation de proximité) du 16^e, installé dans le commissariat de la rue de

la Faisanderie, est désormais dirigé par le commandant Jean-Pierre Colombies, qui a succédé à la commissaire Ingrid Peyratou.

Double pétition. Suite aux incendies de voitures du 13 juillet et aux trafics de stupéfiants constatés boulevard Murat, deux pétitions circulent actuellement pour réclamer des mesures permettant de lutter plus efficacement contre l'insécurité dans le sud de l'arrondissement : l'une émane des habitants et commerçants du quartier du Point du Jour-Porte de Saint-Cloud, et l'autre des riverains du 183 boulevard Murat et 17 rue Fantin-Latour.

Avis d'expert. Dans un article paru sur *Le Figaro Vox*, le célèbre criminologue Xavier Raufer estime que la forte hausse des agressions physiques à Paris est également due à la politique pénale de Christiane Taubira et à sa volonté de « *vider les prisons* ». Quand on constate le « flop » enregistré par sa dernière création contre la récidive, la « contrainte pénale » (moins de mille prononcées en un contre 20 000 attendues), il y a en effet de quoi s'inquiéter...

16, l'arrondissement qui s'engage pour la *sécurité*

Lettre d'information mensuelle éditée
par la Mairie du 16^e arrondissement
Numéro 55 / octobre 2015

Directeur de la publication : Claude GOASGUEN

Rédacteur en chef : Gérard GACHET

Conception et réalisation : Damien BARON

Contact : 01 40 72 16 13

**Pour recevoir cette lettre par Internet,
inscrivez-vous sur <http://mairie16.paris.fr>**